

ALGER

الجزائر
الجمهوريين

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/La-marche-forcee-vers-l.html>

La marche forcée vers l'intégration magrébine

- Actualité politique internationale - Maghreb -

Publication date: lundi 18 mars 2013

Description:

Par Belhaouari Benkhedda (Universitaire),

in Le Quotidien d'Oran du 7 mars 2013

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Après l'échec du processus de Barcelone et la politique européenne de voisinage, la commission européenne a décidé de créer l'Union pour la Méditerranée. Mais l'UPM n'a eu guère plus de succès, même si elle a été très médiatisée. En 2013, des diplomates européens sont montés au créneau pour activer le processus de l'intégration magrébine. Les promoteurs du projet sont décidés de réussir là où leurs prédécesseurs ont échoué. Ils ne cessent de nous le répéter depuis le printemps arabe, l'intégration économique au Maghreb est devenue une nécessité. Le printemps arabe n'a décidément pas livré tous ses secrets.

LE MODELE EUROPEEN

Selon des diplomates européens, l'intégration magrébine ne peut que renforcer le partenariat euro-méditerranéen. Les milieux politiques bruxellois promettent aux pays de la région une hausse de BIP estimée à 2%. Mais soyons francs, même s'il s'agit d'une hausse de 200%, l'offre n'est pas intéressante pour l'Algérie. Et il ne faut surtout pas se fier au modèle européen.

En 2005, les promoteurs de la constitution européenne promettaient aux populations le plein emploi. Autant en emporte le vent. Aujourd'hui, l'Union européenne est déchirée par le chômage et noyée sous la dette. Le traité de Lisbonne (13 décembre 2007) est passé en France par voie parlementaire et non par référendum. C'était le véritable début de la confirmation de la primauté du droit européen sur le droit national. Désormais, les États membres de l'union européenne doivent soumettre au Conseil européen (sommet des chefs États membres de l'Union européenne) leurs projets de loi de finance et leurs projets d'émissions de dette. **L'Union européenne est devenue un projet fédéral qui a conduit à la négation des nations.**

En fait, c'est la Commission européenne qui régit l'Europe des 27. Cette institution est composée d'un commissaire par État membre. Ces commissaires, non élus par les peuples, disposent du monopole de l'initiative législative alors que le parlement européen, élu au suffrage universel, n'a pas le droit de proposer des lois.

L'Union européenne n'a pas seulement conduit à la négation des nations, mais aussi à la négation de la démocratie.

Au sein de la Commission européenne, un réel pouvoir est exercé par le groupe de Bilderberg (puissant think-tank, comptant parmi ses membres David Rockefeller, George Soros et Henry Kissinger). Plusieurs membres de la Commission européenne sont membres de ce groupe mondialiste qui oeuvre pour l'édification d'un gouvernement mondial depuis 1954. Afin d'avoir une idée de la démocratie européenne, prenons l'exemple de la Grèce. En 2012, la Grèce a fait un excédent primaire, chose que même la France n'a pas réussi à réaliser. Le budget grec a fait plus de recettes que de dépenses, mais le remboursement des intérêts de la dette a paralysé le pays. L'Union européenne et le groupe Bilderberg ont réussi à remplacer le pouvoir des gouvernements par le capitalisme financier. Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de l'Union européenne, il est fortement recommandé de lire le livre « *Circus politicus* » de Christophe Deloire et Christophe Dubois, publié aux Editions Albin Michel en 2012.

LE MAGHREB ANNEXE AU BLOC TRANSATLANTIQUE

Contrairement à une idée reçue, les Occidentaux n'ont jamais été contre l'union des pays du Maghreb. Bien au contraire, ils ont toujours oeuvré pour une union maghrébine soumise à l'Occident, d'ailleurs, c'est le rêve du FMI et de l'OMC.

Les mondialistes veulent vider les États nations magrébins de leur contenu régalien au profit d'une structure

supranationale. Le 12 mai 2004, la Commission des communautés européennes a déclaré ceci :

« *Le concept qui se trouve ancré dans la politique européenne de voisinage est celui d'un cercle de pays partageant les valeurs et objectifs fondamentaux de l'Union européenne et s'engageant dans une relation de plus en plus étroite allant au-delà de la coopération, c'est-à-dire impliquant un niveau d'intégration économique et politique important.* »

Si nous voulons y voir plus clair, il faut garder à l'oeil le roi de l'échiquier politique mondial, l'Oncle Sam. Car la construction de l'Union européenne représente un véritable succès pour les Américains. Les États-Unis ont réussi ce qu'ils ambitionnaient, il y a une vingtaine d'années. De nombreux documents l'attestent. **Le 8 mars 1992, le New-York Times a publié un papier émanant du Pentagone où l'on pouvait lire :**

« Le département de la Défense affirme que la mission politique et militaire des États-Unis, dans la période de l'après guerre froide, sera de s'assurer qu'il ne soit permis à aucune superpuissance rivale d'émerger en Europe occidentale, en Asie, ou sur le territoire de la C.E.I.(Communauté des États indépendants). La mission des États-Unis sera de convaincre les rivaux éventuels qu'ils n'ont pas besoin d'aspirer à un rôle plus important ni d'adopter une position plus agressive, les dissuader de défier notre suprématie ou de chercher à renverser l'ordre politique et économique établi. »

A présent, les Américains s'apprêtent à construire un bloc transatlantique qui réunit les pays de l'Amérique du Nord et l'Union européenne. **Autrement dit, un bloc transatlantique dominé par les États-Unis. Le projet doit être achevé la mi-2014. Et les pays du Maghreb doivent être annexés à ce bloc.**

Nous comprenons mieux pourquoi les islamistes pro-américains tentent de s'emparer du pouvoir au Maghreb, c'est une marche forcée vers l'intégration magrébine, ou plutôt vers le nouvel ordre mondial. Même les tyrans Ben Ali et Kadhafi [1] n'ont pas réussi ce que les nouveaux valets de l'Oncle Sam essayent d'imposer aux peuples du Maghreb.

L'Algérie résistera-t-elle à ce stratagème ? Pendant une dizaine d'années, l'Etat algérien a été sérieusement fragilisé par le terrorisme. Malgré tout, il ne s'est pas soumis au mondialisme [2]. Des journalistes, universitaires, hommes de culture, militaires, policiers et ouvriers se sont battus contre l'intégrisme pour que vivent les principes de la Révolution du 1er Novembre 1954, ce n'est pas maintenant qu'ils vont y renoncer. Certes, l'Algérie a intérêt à renforcer les échanges culturels et économiques avec ses voisins du Maghreb, mais sans s'engager dans des unions supranationales soumises aux mondialistes. La dignité des Algériens est plus précieuse que 200% du PIB.

Par Belhaouari Benkhedda (Universitaire),

in Le Quotidien d'Oran du 7 mars 2023

Ces questions posées par Alger républicain n'enlèvent pas cependant à l'auteur de l'article le mérite de soulever le problème de fond de la fonction dévolue par les États impérialistes à « l'intégration du Maghreb ».

[1] Question de la rédaction d'Alger républicain : Kaddafi « tyran » : de quel point de vue, celui du peuple libyen ou celui des puissances impérialistes ? N'est-ce pas le parlement européen qui avait voté le 10 mars 2011 une résolution demandant de renverser par la force le « tyran » Kaddafi ?

La marche forcée vers l'intégration magrétine

[2] Autre question d'Alger républicain : les « réformes » hamrouchiennes, la libéralisation du commerce extérieur, la loi sur la Monnaie et le Crédit, la restitution des terres nationalisées, la recherche du gouvernement Hamrououche d'un arrangement avec les islamistes, la signature en 1994 de l'accord de rééchelonnement, la liquidation de milliers d'entreprises publiques, la paupérisation des travailleurs pas la dévaluation du dinar, la généralisation des contrats à durée déterminée, l'argent des banques publiques mis à la disposition des rapaces, etc., n'était-ce pas une soumission au mondialisme ?